N°. 6. 1812.

JOURNAL DU DÉPARTEMENT DES BOUCHES DU RHIN.

MARDI, le 21 Janvier. DINGSDAG, den 21 Januarij.

EMPIRE FRANÇAIS.

ARRÊTÉ.

Le préfet du département des Bouches du Rhin, baron de l'empire, chevalier de la légion d'honneur.

Vu le projet d'affiche présenté par Mr. le conservateur des eaux et forêts chargé de la 24e conservation, relative aux adjudications des coupes des bois impériaux situés dans ce département et aux cantonnemens de pêche non encore adjugés.

Vu les propositions par lui faites pour la fixation des époques de ces adjudications.

ARRÊTE;

Art. 1. L'adjudication des coupes de bois impériaux situés dans l'arrondissement de Nimègue aura lieu à Nimègue, dans la salle destinée aux adjudications publiques, le lundi 3 février 1812.

Celle des bois impériaux et cantonnemens de pêche situés dans l'arrondissement de Bois-le-Duc aura lieu à Bois-le-Duc, dans la salle ordinaire des adjudications publiques le samedi 8 février, ainsi qu'il est annoncé par l'affiche.

Les cahiers des charges sont déposés aux secrétariats de la préfecture à Bois-le-Duc et de la sous-préfecture à Nimègue, où on pourra en prendre connaissance, ainsi que chez les agens forestiers et receveurs des domaines de la situation des bois et cantonnemens de pêche.

2. Le présent arrêté sera publié dans le département.

Bois-le-Duc, le 14 Janvier 1812.

(*Signé*) FREMIN DE BEAUMONT.

COUR DE CASSATION ET CONSEIL DES PRISES.

(*A Paris.*)

EXTRAIT du registre des délibérations de la chambre du collége des avocats à la cour de cassation et au conseil des prises. (Séance du Vendredi 18 Octobre 1811.

La chambre, délibérant sur le réquisitoire de M. le Syndic; Considérant que la réunion à l'Empire Français, d'un grand nombre de départemens, formés dans l'Italie, dans la Hollande et dans les villes Anséatiques, et l'organisation judiciaire des provinces Illyriennes, ouvrent un nouveau champ à l'intrigue et à la cupidité; qu'une foule d'individus sans qualité, soit séparément, soit réunis en bureaux d'agence, continuent leurs efforts pour surprendre la confiance des habitans de ces contrées éloignées;

Considérant qu'il importe à l'intérêt public, et qu'il est du devoir de la chambre, de prendre les mesures les plus propres à prévenir l'abus des courses ambitieuses, des circulaires et des avis distribués, affichés, ou publiés par la voie des journaux;

Considérant que le Gouvernement, en instituant près la cour de cassation et le conseil impérial des prises, des avocats dont les études et les travaux ont pour objet principal la défense des affaires qui y sont portées, a voulu offrir au public une garantie contre l'inexpérience et l'avidité d'agens et solliciteurs sans titre et sans responsabilité, qui compromettent à la fois les intérêts de ceux qui ont le malheur de s'adresser à eux, et la dignité des Magistrats auprès desquels ils se disent accrédités;

FRANSCH KEIZERRIJK.

ARRÊTÉ.

De prefekt van het departement der Bouches du Rhin, rijksbaron, ridder van het legioen van eer.

Gezien het ontwerp van bekendmaking uitgegeven door mijn heer den bewaarder der bosſchen en rivieren, belast met de 24ſte bosch en rivier bewaring, betrekkelijk het aanbeſteden van het vellen van hak of ſchaarhout in de keizerlijke bosſchen, binnen dit departement gelegen, en van de cantonnementen der visſcherijen welke nog niet aanbeſteed zijn.

Gezien de voorſtellen door hem gedaan omtrent den te bepalen tijd waarop die aanbeſtedingen zullen plaats hebben.

ARRESTEERT:

Art. 1. De aanbeſteding van het te vellen hak of ſchaarhout in de keizerlijke bosſchen, gelegen in het arrondisſement van Nijmegen, zal op maandag den 13 februarij 1812, te Nijmegen in de zaal, waar men gewoon is openbare aanbeſtedingen te doen, ſtand hebben.

Die der keizerlijke bosſchen en cantonnementen van visſcherijen, gelegen in het arrondisſement van 's Hertogenbosch, zal geſchieden te 's Hertogenbosch in de gewoone zaal der publieke aanbeſtedingen, zaturdag den 8 februarij 1812, zoo als bij het affixie-billet reeds is bekend gemaakt.

De condition en voorwaarden leggen ter ſecretarij-generaal van de prefektuur te 's Hertogenbosch en van de ſousprefektuur te Nijmegen, alwaar men er inzage van bekomen kan even zoo als bij de bosch-agenten en ontvangers der domeinen welke in het district dier bosſchen en visſcherijen woonachtig zijn.

2. Het tegenwoordig arrêté zal in het departement worden publiek gemaakt.

's Hertogenbosch, den 14 Januarij 1812.

(*Geteekend*) FREMIN DE BEAUMONT.

HOF VAN CASSATIE EN PRIJSRAAD.

(*Te Parys.*)

EXTRACT uit het register der raadsbeſluiten van de kamer van het collegie der advokaten bij het hof van casſatie en den prijsraad. (Zitting van Vrijdag den 18 October 1811.

De kamer raadplegende op het gedane voorſtel van mijn heer den ſyndicus, in overweging nemende, dat het trekken van een aantal departementen, in Italien, Holland en de Hanze-ſteden opgerigt bij het Franſche Rijk, en de judiciele organiſatie van de Illijriſche Provintien, een nieuw veld opent van ſpeculatien voor allerlei intriganten en baatzugtige lieden; dat geheele menigten zonder qualiteit, het zij voor zich zelven alleen, het zij in bureaux van agentſchappen te zamen vereenigd, onvermoeide pogingen aanwenden, om het vertrouwen der inwoonders van verre afgelegen landen tot zich te lokken;

Overwegende dat 'er het publiek aan gelegen ligt en het de pligt is van de kamer, om door de meest gepaste maatregelen het misbruik van alle heersch- en baatzuchtige naſtrevingen, circulaires, en rondgezonde, aangeplakte, of door middel van de dagbladen bekend gemaakte berigten, te ſtuiten.

Overwegende dat het gouvernement, door het aanſtellen bij het hof van casſatie en den prijsraad van zoodanige advokaten, welker kunde en arbeid het voorname doel hebben, om de zaken, voor dezelve aanhangig gemaakt wordende, te verweren, het publiek eene zekere waarborg heeft willen geven, tegen de onbedrevenheid en baatzugt van agenten en ſolliciteurs, welke onbevoegd en buiten verandwoording zijnde, te gelijk, de belangen van die genen, welke het ongeluk hebben van in hunne handen te vallen, met de waardigheid der magiſtraatsperſonen, waarbij zij zich geaccrediteerd noemen, in de waagſchaal ſtellen.

Joustelin, rue Thibautodé, no. 10, 21 vendémiaire an 9. (14 octobre 1800.)

Lavaux, rue du Battoir-Saint-André-des-Arcs, no. 19, 25 prairial an 8. (14 juin 1811.)

Le Picard, rue Neuve-des-Mathurins, chaussée d'Antin, no. 18, idem.

Le Roy-de-Neufvillette, rue Mêlée, no. 38 25 pluviôse an 9. (14 février 1801.)

Loiseau, place Saint-André-des-Arcs, no. 11, 31 août 1807.

Mailhe, rue des Petits-Augustins, no. 15, 25 prairial an 8. (14 juin 1800.)

Mathias, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, no. 18, 22 décembre 1806.

Maussallé, rue Montmartre, no. 68, 25 prairial an 8. (14 juin 1800.)

Molinier-Montplanqua, rue de la Verrerie, no. 39, idem

Moreau, rue de Condé, no. 5, idem.

Pageaut, rue des Quatre-Fils, au Marais, no. 4, 6 septembre 1808.

Péchard, rue de Barres Saint-Paul, no. 9, 11 juin 1811.

Pecolet, rue du Hanovre, no. 21, 10 novembre 1807,

Raoul, rue de Louvois, no. 10, 25 prairial an 8. (14 juin 1800.

Saladin, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, no. 30, idem.

Sirey, quai des Morfondus, arcade de Lamoignon, no. 9, 2 messidor an 8. (21 juin 1800.)

Thabuisios, rue Hautefeuille, no. 10, 25 prairial an 8. (14 juin 1800.)

Troussel, rue du Petit-Carreau, no. 16, idem.

MEMBRES DE LA CHAMBRE.

MM. *Becquey-Beaupré*, président.
De Lagrange, syndic.
Le Picard, rapporteur.
Flusin, secrétaire.
Molinier-Montplanqua, trésorier.
Dupont, *Champion*, *Darrieux*, *Mailhe*.

Arrêté à la chambre le 16 Octobre. *Becquey-Beaupré*, président; *Flusin*, secrétaire.

Pour copie conforme,
FLUSIN, Secrétaire.

En faisant imprimer l'avis ci-dessus, le préfet rappelle à ses administrés que conformément aux intentions du gouvernement, la chambre du collège des avocats se charge de défendre, sans rétributions, devant la cour de cassation et le conseil des prises, les parties qui peuvent justifier, par certificats des municipalités, vus et approuvés par le préfet, qu'elles ne sont pas en état de fournir aux frais de leur défense.

Les contribuables qui auraient à réclamer contre les côtes qui leur sont ouvertes aux rôles des contributions directes de l'exercice 1812, devront adresser leurs pétitions au sous-préfet de leur arrondissement respectif.

Les pétitions seront rédigées en français et écrites sur papier timbré. Il en sera fait une pour chaque nature de contributions. Elles seront toutes appuyées d'un extrait du rôle et d'une quittance du percepteur d'un douzième au moins.

Les extraits de rôles seront rédigés en français.

Dans les cas ci-après il devra être joint aux mémoires, en sus des pièces déjà désignées:

1°. Des pièces justificatives, lorsque la demande sera en *décharge* d'une côte indûment ouverte;

2°. Un extrait du rôle portant la côte prise en comparaison, lorsque la demande sera en *réduction* d'une côte trop élevée comparativement à celles des autres contribuables;

3°. Les procès-verbaux et certificats des maires, lorsque la demande sera en remise d'une côte parce qu'on aura *perdu en totalité* les revenus, qui dans le principe avaient servi à l'établir.

4°. De semblables procès-verbaux et certificats, si la demande est en *modération*, pour perte d'une *partie des revenus* sur les quels la côte était basée.

Les demandes en décharge et reduction sur les contributions foncière, personnelle et mobilière et des portes et fenêtres, ne pourront être admises que pen-

Joustelin, rue Thibautodé, no. 10, 21 vendémiaire 9de jaar. (13 october 1800)

Lavaux, rue du Battoir-Saint-André-des-Arcs, no. 19, 25 prairial 8ste jaar. (14 junij 1811.)

Le Picard, rue Neuve-des-Mathurins, chaussée d'Antin, no. 18, idem.

Le Roy-de-Neufvillette, rue Mêlée, no. 38, 25 pluviôse 9de jaar. (14 februarij 1801.)

Loiseau, place Saint-André-des-Arcs, no. 11, 31 augustus 1807.

Mailhe, rue des Petits-Augustins, no. 15, 25 prairial 8ste jaar. (14 junij 1800.)

Mathias, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, no. 18, 22 december 1806.

Maussallé, rue Montmartre, no. 68 25 prairial 8ste jaar. (14 junij 1800.)

Molinier-Montplanqua, rue de la Verrerie, no. 39, idem

Moreau, rue de Condé, no. 5, idem

Pageaut, rue des Quatre-Fils, au Marais, no. 4. 6 september 1808.

Péchard, rue des Barres Saint-Paul, no. 9. 11 junij 1811.

Pecolet, rue du Hanovre, no. 21, 10 novembre 1807.

Raoul, rue de Louvois, no. 10, 25 prairial 8ste jaar. (14 junij 1800.)

Saladin, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, no. 30. idem.

Sirey, quai des Morfondus, arcade de Lamoignon, no. 9. 2 messidor 8ste jaar. (21 junij 1800.)

Thabuisios, rue Hautefeuille, no. 10, 25 prairial 8ste jaar. (14 junij 1800.)

Troussel, rue du Petit-Carreau, no. 16, idem.

LEDEN VAN DE KAMER.

DD. HH. *Becquey-Beaupré*, president.
De Lagrange, syndicus.
Le Picard, rapporteur.
Flusin, secretaris.
Molinier-Montplanqua, thesaurier.
Dupont, *Champion*, *Darrieux*, *Mailhe*.

Gedaan ter kamere den 18 October 1811, *Becquey-Beaupré*, president, *Flusin*, secretaris.

Voor eensluidend afschrift.
FLUSIN, Secretaris.

De Prefekt herinnert zijne onderhoorigen, bij het doen bekend maken van het bovenstaand berigt, dat de kamer van het collegie der advokaten, overeenkomstig de bedoeling van het gouvernement, *om niets*, de verdediging voor het hof van cassatie en den prijsraad op zich neemt van zoodanige partijen, welke door getuigschriften der gemeentebesturen, geviseerd en goedgekeurd door de prefekten, bewijzen kunnen, dat zij buiten staat zijn, de proces-kosten ter verwering hunner zaak goed te maken.

De schattingschuldigen, welke bezwaren mogten intebrengen hebben, tegen hunnen aanslag in de quohieren der grond en andere lasten over dezen jare 1812, moeten hunne adressen of rekwesten bij den sousprefekt van hun arrondissement indienen.

Dezelve moeten in het fransch opgesteld en op zegel geschreven zijn; voor elken aard van belasting moet een afzonderlijk rekwest worden ingediend, ten bijlage hebbende een extract uit het quohier en eene kwijting van den ontvanger ten minsten van een twaalfde van den opbrenger, welke alreeds voldaan is.

De extracten uit de quohieren zullen in het fransch geschreven zijn.

In de gevallen hier navolgende moet men boven de reeds genoemde stukken, nog de volgende bijlagen hebben:

1°. Ingeval van verzoek tot *kwijtslag* de justificatoire bewijzen dat de aanslag ten onregte geschied is;

2°. Ingeval van verzoek tot *vermindering* van een te hogen aanslag, in vergelijking van andere schattingschuldigen, een extract uit het quohier waardoor van die aanslag blijkt.

3°. Wanneer men verzoek tot kwijtslag van een post doet, uithoofde dat men de inkomsten welke tot basis van die schatting verstrekt hebben, *geheel of ten deelen verloren heeft*, als dan de procesverbalen en getuigschriften van de maires deswegens.

4°. Dergelijke procesverbalen en getuigschriften, wanneer het verzoek strekt tot *vermindering*, uit hoofde dat men *een gedeelte der inkomsten*, waar die belasting op gegrond was, is kwijtgeraakt.

De verzoeken tot kwijtschelding en vermindering van eenige aanslagen in de grondlasten de personeele en mobilaire belastingen, en die op de deuren en vensters worden niet langer

dans les trois mois après la publication des rôles. Ce délai expiré, les particuliers qui n'auront point fait connaître les erreurs qui pourraient s'être glissées à leur préjudice dans la rédaction des rôles, seront victimes de leur négligence.

Les demandes en remise ou modération pour cause d'événemens imprévus, seront présentées aussitôt l'arrivée de l'événement qui en sera le motif, afin que les vérifications ayent lieu suivant le voeu de la loi.

L'admission des réclamations sur la contribution des patentes est limitée aux trois mois qui suivront l'emission des rôles.

Voir pour de plus amples détails l'instruction donnée par Mr. le préfet le 15 janvier 1811.

ÉTATS-UNIS.

New-Yorck, *le 3 Décembre.*

On vient de saisir à Boston des marchandises anglaises pour une valeur considérable.

Vendredi dernier, le rapport du comité des relations extérieures a été présenté au congrès. Le comité propose 1°. de compléter immédiatement l'établissement militaire, ainsi que cela est autorisé par les lois existantes; 2°. de lever sur le champ dix mille hommes de plus pour trois ans; 3°. d'autoriser le président à accepter le service de tous volontaires jusqu'au nombre de 50,000 hommes, pour s'en servir selon les circonstances; 4°. d'autoriser le président à disposer de la milice, toutes les fois qu'il le jugera à propos; 5°. de mettre immédiatement en état de service tous les vaisseaux de l'état actuellement non employés; 6°. d'autoriser les vaisseaux marchands appartenans à des citoyens à s'armer pour leur défense.

Le rapport du comité relatif à l'armement des États-Unis, se termine par le passage suivant:

„ Les États-Unis, comme souverains indépendans, réclament le droit de se servir de l'Océan, qui est reconnu pour être le grand chemin des nations, pour transporter sur leurs vaisseaux des productions de leur sol et de leur industrie aux marchés et dans les ports des nations amies, et d'apporter chez eux, pour le retour, des objets selon leur besoin ou convenance, à charge de respecter les droits des puissances belligérantes, tels qu'ils sont établis par les lois des nations.

La grande-Bretagne, au mépris de ce droit incontestable, se saisit de tout bâtiment américain allant ou venant d'un port où son commerce n'est pas favorisé, enleve nos marins, et, malgré nos remonstrances, persévère dans ses agressions.

„ Il impossible que le peuple américain reste indifférent sur des torts si téméraires dans leur nature, aussi ignominieux dans leur exécution; il faut maintenant se soumettre paisiblement, ou résister par tous les moyens que la Providence a placés dans nos mains.

„ Le comité ne veut point faire injure au nom américain en exprimant un doute sur l'alternative qui sera adoptée: le moment est arrivé, où il faut venger le caractère national, que, depuis quelque tems, les ennemis intérieurs et extérieurs méconnaissent et défigurent.

„ Si nous ne nous sommes pas élancés sur le champ de bataille, ce n'était point que nous craignissions la guerre, mais à cause de l'amour que nous avons pour la justice et l'humanité. Il n'est pas encore éteint en nous cet esprit guerrier qui a animé nos ancêtres contre les ennemis de notre liberté; le feu du patriotisme brûle dans le cœur de tout Américain, et il conduira cette nation à ces hautes destinées, qui sont réservées à la force et à la modération.

„ Nous avons tout souffert, mais le moment est arrivé où la patience cesse d'être une vertu. La souveraineté et l'indépendance des États-Unis, achetées et cimentées par le sang de nos pères, sont un héritage que nous devons transmettre à la postérité. C'est un devoir sacré pour le congrès de mettre à profit le patriotisme des citoyens, et d'employer toutes les ressources du pays. Par ces secours et avec l'aide de la providence, nous avons la confiance que nous serons en état d'obtenir la justice que nous avons en vain attendue de nos remontrances, de notre patience et de notre modération."

(*Moniteur.*)

aangenomen, dan gedurende de tijd van drie maanden na de bekendmaking der quohieren. Die tijd verstreken zijnde, zullen alle die genen welke niet opgekomen zullen zijn, om de misslagen die ten hunne nadeele in de rollen mogten zijn geslopen aan den dag te leggen, het slagtoffer van hunne eige nalatigheid wezen.

De verzoeken tot kwijtslag of tot vermindering om redenen van onvoorziene voorvallen moeten op het oogenblik dat dezelve zich opdoen, ingediend worden, ten einde men ingevolge de wet in staat gesteld zij dezelve te onderzoeken.

Het aannemen der bezwaren over de lasten van de patenten is bepaald binnen drie maanden na het uitgeven der quohieren.

Zie hier omtrent de nadere onderrigtingen in de instructie van mijn heer de prefekt gedagteekend den 15 januarij 1811.

VEREENIGDE STATEN.

New-York, *den 3 December.*

Men heeft te Boston voor eene aanzienlijke som aan engelsche goederen in beslag genomen.

Laatsleden vrijdag is het rapport van het committé van buitenlandsche betrekkingen het congres aangeboden geworden. Het committé stelt voor, 1°. om onmiddelijk de militaire etablissementen te volmaken, zoo als zulks door de bestaande wetten geautoriseerd is, 2°. om terstond tien duizend man meer voor drie jaren te werven, 3°. om den president te magtigen, om den dienst van hunne volontairen ten getalle van 50,000 man aan te nemen, ten einde zich, volgens de omstandigheden, daarvan te bedienen; 4°. om den president te magtigen, zich zoo dikmaals hij het zal noodig oordeelen, van de landweer te bedienen; 5°. om onmiddelijk alle de tegenwoordig niet in gebruik zijnde schepen van den staat in dienst te stellen; 6°. om de koopvaardij schepen, welke aan burgers toebehooren, te magtigen, dat zij zich tot hunne verdediging mogen wapenen.

Het rapport van het comité, betrekkelijk de wapening der vereenigde staten eindigt met de volgende bewoordingen:

„ De vereenigde staten, als onafhankelijke souvereinen, maken aanspraak op het regt, om zich van den Oceaan te bedienen, welke erkend is de groote weg der volken te zijn, om op hunne schepen de voortbrengselen van derzelver grond en nijverheid ter markt en in de havens van de bevriende natien te voeren, en tot hunnent weder voorwerpen, naar hunne behoefte of verkiezing, terug te brengen, behoudens het eerbiedigen der regten van de oorlogende mogendheden, zoodanig, als dezelve door het regt der volken zijn daargesteld. In weerwil van dit onbetwisbaar regt houdt Groot-Brittannien elk amerikaansch vaartuig aan, dat gaat of komt naar of van eene haven, waar deszelfs koophandel niet begunstigd wordt, ligt onze zeelieden op, en, niettegenstaande onze vertogen, blijft het met zijne vijandelijkheden voortvaren.

„ Het is onmogelijk, dat het amerikaansche volk onverschillig blijve bij de verongelijkingen, zoo vermetel in haren aard en zoo schandelijk in haren uitvoering; men moet zich thans vreedzaam onderwerpen, of door alle middelen, welke de voorzienigheid in onze handen geeft, weerstand bieden.

„ Het comité wil den amerikaanschen naam geene schande aandoen door eenigen twijfel te uiten, omtrent de partij die gekozen zal worden: het oogenblik is daar, waarin men het nationaal karakter, dat sedert eenigen tijd door de binnen en buitenlandsche vijanden miskend verguisd wordt, moet wreeken.

„ Indien wij het strijdperk niet zijn ingetreden, was het niet, om dat wij den oorlog vreesden, maar uithoofde van de liefde, die wij voor geregtigheid en menschlievendheid koesteren. Nog is hij in ons niet uitgebluscht, die krijgsgeest, welke onzen voorvaderen tegen de vijanden onzer vrijheid bezielde; het vuur van vaderlandsliefde gloeit in het hart van ieder amerikaan, en zal dat volk tot die hooge bestemmingen voeren, welke aan de kracht en aan de gematigdheid zijn voorbehouden.

„ Wij hebben alles geleden; doch het oogenblik is gekomen, dat het geduld ophoudt eene deugd te zijn. De oppermagt en de onafhankelijkheid der vereenigde staten, door het bloed onzer vaderen gekocht en bevestigd, zijn een erfdeel, dat wij aan onze nakomelingschap moeten overbrengen. Het is een heilige pligt voor het congres, de vaderlandsliefde der burgeren ten nutte aan te wenden, en alle de hulpbronnen van het land te bezigen. Door deze ondersteuningen en met die hulp van de voorzienigheid, hebben wij het vertrouwen, dat wij in staat zullen zijn, de geregtigheid te bekomen, die wij vergeefs van onze vertogen, van ons geduld en van onze gematigdheid verwacht hadden."

(*Moniteur.*)

A Bois-le-Duc, de l'Imprimerie du Bureau du Journal, chez H. PALIER ET FILS ET P. ARKESTEYN, Imprimeurs de la Préfecture. 1812.